

Tizi ousou

Protestation des avocats

Les avocats de Tizi Ouzou, qui avait interpellé, dimanche, le ministre de la Justice pour libérer leur confrère, l'avocat Me Salah Dabouz, arrêté par la police puis libéré dans la soirée d'avant-hier, ont décidé de maintenir leur mouvement de grève d'une journée, hier, pour protester contre ce dérapage. En tout cas, à Tizi Ouzou, le débrayage a été largement suivi par les robes noires qui ont marqué un arrêt de travail à travers tous les tribunaux de la wilaya. Dans une déclaration rendue publique, le bâtonnier de Tizi Ouzou, Me Salah Brahimi, a souligné que "la robe noire est une ligne rouge à ne pas dépasser", tout en estimant que "cette grève servira d'avertissement à tous ceux qui oseront toucher à un avocat, qui reste un acteur incontournable dans la défense des droits de l'Homme et des libertés". Par ailleurs, et dans le même sillage, le Collectif des avocats pour le changement, le Collectif des journalistes pour les libertés, le Collectif des travailleurs de la DJS, le Collectif des médecins et des syndicats autonomes, tels que le Cnapest, le Satef et l'UGCAA, ont dénoncé, à travers une déclaration, "les arrestations arbitraires d'avocats, de journalistes, l'intimidation d'activistes et de militants des droits de l'Homme et de la démocratie, la répression, ainsi que les tentatives d'interdiction des marches et des rassemblements dans la capitale sans oublier l'instrumentalisation des relais dans la société et dans l'administration pour orchestrer des grèves aux visées occultes".

Enfin, les rédacteurs du document dénoncent énergiquement "le recours à des solutions constitutionnelles fallacieuses pour tromper le peuple et reproduire le même système".

K. Tighilt